



VOLUME 2, NO 16

WWW.UNIFOR.ORG

14 AOÛT 2014

unIFORum



La première Conférence d'Unifor sur la condition féminine a attiré des militantes de partout au Canada.

La conférence sur la condition féminine

La première Conférence d'Unifor sur la condition féminine a attiré 305 participantes et s'est penchée sur un éventail d'enjeux, du besoin d'avoir de meilleurs services de garde jusqu'à l'importance de mettre fin au travail précaire.

« Nous pouvons améliorer nos lieux de travail, nos

>> Suite à la page 3

Les syndicats et la violence faite aux femmes

La violence faite aux femmes est un enjeu syndical et nous devrions tous – y compris et en particulier nos gouvernements – faire plus pour nous attaquer au problème, a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor, lors d'un panel sur le sujet dans le cadre d'une réunion récente de la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT) en Bulgarie.

« Lorsque les syndicats décident de s'attaquer au problème, nous pouvons faire une différence. La violence faite aux femmes est un problème mondial et exige une réponse syndicale mondiale », a affirmé Jerry Dias en félicitant la FIOT pour sa campagne. « Mais nous pouvons tous faire plus encore. »

Au Canada, la moitié des femmes a été victime d'au moins un acte de violence physique ou sexuelle depuis l'âge de 16 ans. Pour les femmes des Premières nations, la situation est pire encore. Bien que les femmes des Premières nations

>> Suite à la page 3

Grève chez Bombardier

Les travailleurs en grève de Bombardier à Thunder Bay ont organisé trois jours d'activités à Toronto pour exercer des pressions sur la TTC afin de refuser des véhicules assemblés par une main-d'œuvre de remplacement et sensibiliser les gens à la tentative de Bombardier de sabrer les pensions et les avantages de retraite en dépit de profits records.

« Nous pensons qu'il est

>> Suite à la page 3

#unifor



Here's a selection of tweets about @UniforTheUnion

@uniforquebec Pierre Demontigny, président du comité LGBT en entrevue avant le #défilé de #fierteMTL #unifor #syndqc pic.twitter.com/Nyc5jP65ym

@roxannedubois J'animerai un atelier sur les sections communautaires d'#unifor au @forumsocial2014 le vendredi 22 août à 10:45, FTX 147. #fsp2014

En bref

Section locale

302, Gowland

Les membres de la section locale 302 d'Unifor chez Marshall Gowland Manor, un foyer municipal pour les personnes âgées à Sarnia, en Ontario, ont voté à 97 pour cent pour la ratification d'une entente comprenant des augmentations salariales de 1,5 %, 1,75 % et 1,75 % pour les trois années de la convention collective.

L'entente prévoit aussi un ajustement de 25 cents de l'heure pour les infirmières auxiliaires autorisées chaque année de la convention collective. Les membres bénéficient aussi d'une bonification de la couverture pour les soins de la vue, incluant un examen de la vue, ainsi que des augmentations à la couverture pour massothérapie, aux primes de quart et de fin de semaine, et une hausse des contributions aux congés-éducation payés. 

Section locale

8300, Interval

Les membres de la section locale 8300 chez Interval, un refuge pour femmes à Kingston, en Ontario, ont ratifié une nouvelle convention collective. L'entente d'un an prévoit une augmentation salariale minimale de 1,5 % ainsi que des paiements uniques d'équité salariale. Certains membres vont recevoir jusqu'à 1,75 \$ de plus de l'heure et les employées occasionnelles vont obtenir une première hausse salariale en sept ans. 

Encadré photo



PHOTO PAR DWAYNE GUNNESS

Unifor était présent au récent carnaval caribéen de Toronto



PHOTO PAR LANA PAYNE

Le président national d'Unifor, Jerry Dias, et le secrétaire-trésorier, Peter Kennedy, se sont engagés lors d'une conférence de la FIOT en Bulgarie contre la violence fondée sur le genre.

Violence fondée sur le genre

À la suite de la nouvelle qu'une mère de Thunder Bay a été agressée par son partenaire et que sa fille a été tuée, le président national d'Unifor, Jerry Dias, demande aux hommes de prendre leur rôle au sérieux pour mettre fin à la violence fondée sur le genre.

« Ce n'est pas un problème qui concerne que les femmes. C'est un problème de société dont les hommes doivent

s'occuper en particulier », a déclaré Jerry Dias.

Les hommes représentent la moitié de la population, alors le vrai changement ne peut survenir que si les hommes se joignent aux femmes pour dire à nos dirigeants d'accorder la priorité aux efforts visant à mettre fin à la violence faite aux femmes, a souligné le président d'Unifor.

« Mieux que cela, les hommes peuvent faire une différence dans la manière d'élever nos enfants et les

conversations que nous avons avec nos amis et notre famille », a affirmé Jerry Dias.

La nouvelle de l'agression et du meurtre a bouleversé la conférence d'Unifor sur la condition féminine où plus de 13 000 dollars ont été collectés en dons, une initiative que poursuivent les sections locales de partout au pays.

Unifor demande à tous les paliers gouvernementaux de soutenir un plan d'action national afin de mettre fin à la violence fondée sur le genre. 

L'écart salarial et les femmes

Le difficile équilibre entre le travail et la vie personnelle reste toujours hors d'atteinte pour plusieurs femmes qui sont encore payées moins que les hommes, amènent du travail à la maison et assument le poids de beaucoup plus que la moitié des tâches domestiques et des soins aux enfants, selon les propos de Kate McInturff, chercheuse principale au Centre canadien de politiques alternatives, tenus lors de la Conférence d'Unifor sur la condition féminine.

Les femmes gagnent encore que 70 cents par rapport au dollar gagné par leurs vis-à-

vis masculins. « Nous savons que nous pouvons atteindre l'égalité des genres, ce n'est pas un rêve, mais un objectif », a affirmé Kate McInturff.

« Je veux hausser la barre des mesures que les responsables de politiques peuvent prendre pour nous. C'est notre gouvernement, nos valeurs, et il devrait se soucier de nous », a-t-elle affirmé.

Par exemple, le pourcentage de femmes qui prennent un congé parental après la naissance d'un enfant est disproportionné par rapport aux hommes – six mois par rapport à 2,5 semaines pour



les hommes – parce que l'indicateur le plus important pour déterminer qui quitte la main-d'œuvre reste encore le potentiel de revenus.

Mais au Québec où les pères ont plus de soutien, 76 pour cent d'entre eux prennent un congé parental, comparativement à 26 pour cent dans le reste du Canada, a-t-elle mentionné. 

UNIFOR COMMUNICATIONS: SARAH BLACKSTOCK, SHANNON DEVINE, KATIE ARNUP, STUART LAIDLAW, IAN BOYKO, SHELLEY BURGOYNE, MARIE ANDRÉE L'HEUREUX ET ANNE MARIE VINCENT

>> Suite de **“Les syndicats sont essentiels...”** on page1

ne forment que 4,3 pour cent de la population féminine totale, elles représentent 16 pour cent de tous les homicides de femmes et sont près de trois fois plus susceptibles d'être tuées par un étranger. Jerry Dias a souligné que les syndicats ont un rôle clé à jouer dans la lutte contre la violence fondée sur le genre et le sexisme, et a évoqué le programme des intervenantes auprès des femmes d'Unifor qui comprend des spécialistes formées dans 325 lieux de travail d'Unifor partout au pays. De plus, Unifor a contribué au financement d'une enquête de l'Université Western en Ontario sur l'impact de la violence conjugale en milieu de travail. 

>> Suite de **“Grève chez Bombardier”** on page1

important pour les usagers du transport en commun à Toronto et le grand public en Ontario de savoir où vont les deniers publics », a déclaré Dominic Pasqualino, président de la section locale 1075 d'Unifor. Plus de 900 travailleurs de l'usine de Bombardier à Thunder Bay, membres de la section locale 1075 d'Unifor, sont en grève depuis le 14 juillet pour protéger les pensions et avantages des retraités, ainsi que les bons emplois créés par les investissements publics dans le transport en commun. « Bombardier est une compagnie qui va très bien financièrement avec des commandes de l'ordre de 32 milliards de dollars et un coup de pouce grâce à la politique d'achat en Ontario pour laquelle



La section locale 1075 d'Unifor s'est rendue à Toronto pour dire aux usagers de la TTC pourquoi ils sont en grève chez Bombardier à Thunder Bay.

notre syndicat s'est battu. Il est totalement insultant de constater que l'entreprise fait demi-tour et tente d'éviscérer les pensions et avantages des retraités pour la prochaine génération de travailleurs », a déclaré Dominic Pasqualino. Entre-temps, le nouveau président de la division du rail, Lutz Bertling, était assis sur une pension de plus de 640 000 dollars à la fin de 2013, tout juste six mois après son embauche. Les grévistes ont bâti les

voitures de métro Toronto Rocket, les voitures à deux niveaux pour GO Transit et les nouveaux tramways de la TTC dont le lancement est prévu le 31 août. « Nous sommes très fiers de notre travail », a déclaré Ron Frost, président d'unité à Thunder Bay. Les travailleurs ont distribué des pamphlets à l'extérieur des stations de la TTC, de ses bureaux et de ceux de GO Transit, ainsi qu'à l'usine de Bombardier à Downsview. 

>> Suite de **“La conférence sur la condition...”** on page1

communautés et même notre mouvement syndical », a déclaré Julie White, directrice du Service de la condition féminine dans son allocution d'ouverture. « Ce n'est pas un rêve, mais un objectif. »

La conférence s'est déroulée au Centre d'éducation d'Unifor à Port Elgin, en Ontario, du 10 au 13 août. L'objectif de la conférence, dont le thème était « Je suis une féministe, et puis après? Le progrès des femmes, c'est un progrès pour nous tous », consistait à préparer les femmes pour les prochaines élections fédérales qui vont avoir lieu en 2015.

Dans le cadre de plusieurs ateliers, les femmes ont exploré certains enjeux clés et comment elles peuvent s'organiser et se mobiliser pour les élections municipales,

provinciales et fédérales de l'année prochaine.

La conférence comprenait un discours d'ouverture prononcé par Julie White, une allocution de Kate McInturff, chercheuse principale au Centre canadien de politiques alternatives, et une allocution de Jenny Ahn, adjointe au président d'Unifor.

La conférence a aussi fait place à un panel sur les enjeux des féministes et le pouvoir des féministes, et un second sur la mobilisation des féministes à l'approche de 2015. La directrice des communications, Sarah Blackstock, a fait une présentation sur la préparation pour les élections fédérales de 2015.

Elle a exhorté les déléguées à se préparer avec leurs sections locales pour ces élections. « Nous pouvons et nous devons commencer à nous préparer dès maintenant. 

Les pensions sont au cœur des grèves en cours

Les pensions sont un enjeu central au cœur de plusieurs conflits dans lesquels sont impliqués les membres d'Unifor sur les lignes de piquetage partout au Canada, alors que les compagnies cherchent toujours à améliorer leurs bénéfices aux dépens des travailleuses et travailleurs.

« Les membres d'Unifor ont raison de se battre pour leurs pensions. Le financement des régimes de retraite s'est amélioré au cours de la dernière année, mais les compagnies demandent encore de réduire les pensions pour améliorer les bénéfices corporatifs sans prendre en considération leurs travailleurs », a déclaré Jo-Ann Hannah, directrice du Service des pensions et avantages sociaux d'Unifor.

« Les travailleurs, y compris les nouveaux employés, ont le droit d'avoir une pension assurée. » À Thunder Bay, 900 membres de la section locale 1075 d'Unifor chez Bombardier sont en grève depuis le 14 juillet dans un conflit portant sur les pensions à deux niveaux. « Bombardier nous dit qu'une retraite assurée est assez bien pour les hauts dirigeants mais pas pour les travailleurs », a dénoncé Dominic Pasqualino de la section locale 1075 dans une chronique du quotidien Chronicle de Thunder Bay. À Brampton, en Ontario, 38 membres de la section locale 252 d'Unifor, sont en grève parce que la compagnie Emerald Power from Waste demande d'accepter un plafond aux contributions au régime de retraite. En Colombie-Britannique, les membres de la section locale 114 sont en grève chez Cascade Aerospace parce que la compagnie leur demande d'accepter un régime de retraite à deux niveaux. 

Décision du CRTC maintient les responsabilités de Rogers

Une décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) émise récemment repousse la demande de Rogers Broadcasting Limited d'alléger la réglementation pour sa chaîne de télévision ethnique OMNI en dépit de récentes pertes financières à ces cinq stations.

Dans la même décision, le CRTC exige que Rogers

améliore ses engagements à l'égard de la diffusion d'émissions locales originales de sa chaîne nationale de stations City.

« Le multiculturalisme contribue à la qualité remarquable du Canada et nous avons lutté pour maintenir en vie les services ethniques et de tierce langue dans la licence de Rogers », a déclaré Howard Law, directeur

du secteur des médias d'Unifor. « Rogers Communications est une société très rentable et peut facilement se permettre de maintenir le niveau actuel de programmation chez OMNI, aussi diminué soit-il. »

Rogers a déposé une demande de renouvellement de ses licences pour les stations City et le réseau OMNI à l'automne 2013 en proposant de diminuer ses engagements à l'égard de la programmation ethnique et canadienne, notamment pendant les heures de grande écoute en soirée. Unifor a témoigné devant le

Conseil en avril 2014 en faisant valoir que les prétentions de Rogers quant à des problèmes de revenus aux stations du réseau OMNI étaient excessives et insuffisamment documentées.

« Cette décision est une victoire pour les communautés en pleine croissance de nouveaux arrivants qui dépendent de cette programmation », a affirmé Howard Law. « Nous sommes contents que le Conseil soit resté ferme. Mais nous croyons profondément que Rogers peut faire encore mieux. » 

Un membre d'Unifor honoré par la Pologne

Le 28 juillet au consulat de la Pologne à Vancouver, le consul général polonais, Krzysztof Czapla, a remis à Jan Mendrek, de la section locale 686B, la croix Krzyzem Wolności I Solidarności (croix de la liberté et de la solidarité) de la part de la République de Pologne.

Jan Mendrek a reçu cet honneur en raison de son travail dans le mouvement de solidarité de la Pologne au courant des années 1970 et 1980.

Son implication a commencé en 1978 lorsqu'il s'agissait encore d'un mouvement de

résistance clandestin militant pour les droits des travailleuses et travailleurs et le changement social. Les résistants devaient travailler clandestinement parce qu'il était illégal de remettre en question le gouvernement.

Une grève en septembre 1980 a lancé le mouvement sous forme d'une résistance populaire. La loi martiale a été déclarée en décembre 1981. Jan Mendrek et des milliers d'autres personnes ont été arrêtés.

En juillet 1982, Jan Mendrek a été libéré et il a repris son



Le président de la section locale 686B d'Unifor, Jan Mendrek, à gauche, avec le consul général polonais Krzysztof Czapla.

militantisme. La police secrète a surveillé ses activités et l'a arrêté à nouveau en septembre 1983. Ils l'ont forcé à choisir entre une sentence de cinq ans en prison ou l'exil. Il a émigré au Canada.

Son militantisme l'a mené à la syndicalisation de la mine

de Bullmoose à Tumbler Ridge pour le SCEP. Chez Westcoast Energy, il est devenu président de la section locale 686B, un poste qu'il a occupé pendant 24 ans.

Jan et son épouse Christina vivent à Dawson Creek où ils ont élevé leurs deux fils. 

Le Fonds de justice sociale fait un don de 75 milles dollars à Gaza

Le conseil d'administration du Fonds de justice sociale d'Unifor a approuvé un don de 75 000 dollars pour les efforts de secours humanitaire à Gaza. L'argent fourni par l'organisation à but non lucratif sera envoyé à deux organisations: 25 000 dollars à la Fédération internationale des ouvriers du transport (FIOT) et 50 000 dollars à Médecins

sans frontières (MSF).

En réponse aux horribles attaques perpétrées contre des civils et au chaos dans la région, plusieurs syndicats ont réagi aux appels d'aide immédiate axée sur les besoins urgents de nourriture et de soins médicaux.

La Confédération syndicale internationale (CSI) a lancé un appel exhortant tous les syndicats membres à faire des

dons à la suite de la montée de la violence entre le Hamas et Israël, qui à ce jour a tué plus de 500 personnes, dont plusieurs civils, et blessé des milliers d'autres.

« Unifor demande une mise en œuvre immédiate d'un cessez-le-feu de la part du Conseil de sécurité des Nations unies et la fin de toutes les opérations militaires par Israël et le Hamas », a exprimé Unifor dans une déclaration sur Gaza le mois dernier.

Solidaire avec le mouvement

syndical international, Unifor demande le respect des lois internationales sur les droits de la personne, une assistance humanitaire immédiate à Gaza, la levée du blocus sur Gaza et la reprise du processus de négociation de paix.

MSF répond en comblant les manques dans le système de santé de la Palestine et en fournissant des soins d'urgence aux blessés.

Pour en savoir plus, visitez le site www.ituc-csi.org. 